



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA CGTR

Antilles : plutôt que le dialogue, le gouvernement opte pour la répression et l'affrontement !

Depuis le 15 novembre, la tension monte entre la population de Guadeloupe et les représentants de l'État sur place. **La population de Martinique est aussi en grève générale depuis le 23 novembre.**

Alors que la situation sanitaire met à mal l'ensemble du secteur hospitalier déjà fortement fragilisé du fait du manque de moyens matériels et humains et que son personnel fait face depuis des mois à la pandémie avec courage et abnégation, le gouvernement a choisi la confrontation directe avec les personnels de santé.

En effet, la demande d'ouverture du dialogue réclamée par nos camarades afin de trouver des solutions justes pour le personnel non vacciné n'est toujours pas entendue. Le gouvernement préfère renvoyer des centaines de personnel chez eux dans un moment de forte tension hospitalière, mettant les effectifs encore plus sous tension et privant de salaire les personnels concernés. Nos camarades de la CGT-G nous indiquent ainsi que, sur le seul CHU de Pointe-à-Pitre, près de 700 soignants ont été mis à pied sur un total de 3000 personnels.

Nous réaffirmons que la coercition en matière vaccinale ne peut pas être la solution et estimons qu'il est primordial de convaincre les soignants plutôt que de les contraindre. Toute autre attitude augmente le ressentiment et fait courir le risque de stigmatiser une profession pourtant déjà bien éprouvée.

L'entêtement du gouvernement n'a pas laissé d'autre choix à nos camarades que de lancer un mouvement d'action et de grève générale de plus en plus suivie. Il dépasse aujourd'hui le secteur de la santé pour s'étendre à toutes les professions.

L'élargissement de ce mouvement de forte contestation est avant tout révélateur du profond malaise social que traverse toute la population des Antilles. **En Guadeloupe comme en Martinique, au-delà de l'opposition à l'obligation vaccinale et au passe sanitaire, les revendications portent sur les salaires, le pouvoir d'achat, la vie chère, les emplois...**



Le gouvernement préfère se lancer dans un dangereux bras de fer que d'apporter des réponses **aux travailleurs antillais**, choisissant de nouveau la voie de la répression et du tout sécuritaire !

En Guadeloupe, ce sont plus de 70 personnes qui se retrouvent désormais devant les tribunaux suite aux incidents survenus ce week-end. Et le GIGN est maintenant appelé en renfort !

La **CGTR** apporte son soutien à la **CGT-G**, à la **CGT-M** ainsi qu'à la **population antillaise en lutte** et exige du gouvernement qu'il ouvre le dialogue, afin d'apporter des réponses justes à la colère sociale qui s'exprime.

La situation sociale à La Réunion est, comme aux Antilles, extrêmement dégradée.

La CGTR appelle au rassemblement des forces progressistes de La Réunion pour apporter un soutien fort à la population antillaise en lutte, et pour porter nos propres revendications avec les travailleurs réunionnais.

Saint-Denis le 24 novembre 2021

**Le Secrétaire Général
Jacques BHUGON**

**CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL
DE LA REUNION**

144, Rue Général de Gaulle - B.P. 80829
97476 Saint-Denis Cedex
Tél : 02 90 93 40 - Fax : 0262 20 36 63
Courriel : cgtreunion@wanadoo.fr